

# Extension du tribunal administratif de Dijon

20 et 22 rue d'Assas  
21000 DIJON

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

### C.C.T.P V4

### *Lot N°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES*

#### MAITRE D'OUVRAGE

Conseil d'état  
1 place du Palais Royal  
75100 PARIS Cedex 01

Email : michaelle.yung@conseil-etat.fr

#### Mandataire Architecte

Agence Béatrice MOUTON  
13 rue Chapon  
75003 PARIS  
Tel : 0142786741

Email : beatrice-mouton@orange.fr

#### Bureau d'études TCE

ME2CO  
208 rue des Cordiers  
71000 MACON  
Tel : 0385211161

Email : me2co@btp-ingenieriesolutions.com

#### Architecte d'exécution

Atelier CLEA  
64 rue de Longvic  
21000 DIJON  
Tel : 0345623704

Email : anne.clerget@atelierclea.fr



## Sommaire

<b>1</b>	<b>Préambule.....</b>	<b>4</b>
1-1	INTERPRETATION DU PRESENT DOCUMENT .....	4
1-2	DECOMPOSITION DES LOTS .....	5
1-3	DEVOLUTION DES MARCHES .....	6
1-3-1	Type de marché de travaux .....	6
1-3-2	Attribution des marchés .....	6
1-3-3	Désignation du lot principal .....	6
1-4	OBSERVATIONS CONCERNANT LES C.C.T.P. ....	7
1-4-1	Etude et interprétation du C.C.T.P.....	7
1-5	COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES .....	7
1-6	DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF).....	7
<b>2</b>	<b>Présentation de l'ouvrage .....</b>	<b>8</b>
2-1	PRESENTATION DE L'OUVRAGE .....	8
2-2	CONNAISSANCE DU SITE ET DU PROJET .....	8
2-3	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR .....	9
2-4	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR .....	9
2-5	PRISE DE POSSESSION DU SITE .....	9
2-5-1	Constats d'huissier .....	9
2-5-2	Démarches auprès des services publics .....	9
2-6	SOLIDITE DES OUVRAGES EXISTANTS.....	9
2-7	REALISATION DES OUVRAGES .....	10
2-7-1	Obligation des résultats .....	10
<b>3</b>	<b>Spécifications générales.....</b>	<b>11</b>
3-1	TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES .....	11
3-2	RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE DU TERRAIN .....	11
3-3	SONDAGES - ESSAIS DE SOL .....	11
3-4	INSTALLATION DE CHANTIER.....	12
3-4-1	Installation de chantier .....	12
3-4-2	Clôtures de chantier, panneaux et signalisations .....	12
3-4-3	Concessionnaires .....	12
3-5	IMPLANTATIONS - PIQUETAGES .....	13
3-5-1	Implantation générale .....	13
3-5-2	Implantation de détails .....	13
3-5-3	Traits de niveau .....	13
3-6	MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX.....	14
3-6-1	Définition .....	14
3-6-2	Choix des matériaux et produits de construction .....	14
3-6-3	Réglementations concernant les matériaux et produits .....	16
3-6-4	Matériaux de substitution.....	16
3-6-5	Matériaux défectueux.....	16
3-6-6	Protection des ouvrages .....	17
3-6-7	Révision et entretien des ouvrages.....	17
3-6-8	Contrôle.....	17
3-7	TOLERANCES DIMENSIONNELLES .....	17
3-8	HYGIENE ET SECURITE SUR SITE .....	18
3-8-1	Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail .....	18
3-8-2	Plan d'hygiène & de sécurité .....	18
3-9	COORDINATION TECHNIQUE .....	19
3-9-1	Organisation du chantier.....	19
3-9-2	Trous et réservations.....	19
3-9-3	Conditions d'exécution.....	20



00 - Lot N°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	C.C.T.P V4
Extension du tribunal administratif de Dijon 20 et 22 rue d'Assas 21000 DIJON	

3-9-4Mission de contrôle technique .....	20
3-10FRAIS INTER-ENTREPRISES .....	20
3-10-1Compte prorata.....	20
3-10-2Nettoyage de chantier.....	21
3-11LIVRAISON DES OUVRAGES .....	21
3-11-1Réception des supports .....	21
3-11-2Réception des ouvrages.....	21
3-11-3Contrôles, vérifications, réceptions .....	21
3-11-4Nettoyage .....	22
3-12ETABLISSEMENT DE PLANS ET ETUDES D'EXECUTIONS .....	23
3-12-1Etudes d'exécution .....	23
3-13DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE .....	24
3-13-1Dossier d'exécution (EXE).....	24
3-13-2Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) .....	25
3-13-3Dossier d'interventions ultérieures sur des ouvrages (D.I.U.O.) .....	25



00 - Lot N°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	C.C.T.P V4
Extension du tribunal administratif de Dijon 20 et 22 rue d'Assas 21000 DIJON	

# 1 Préambule

## 1-1 INTERPRETATION DU PRESENT DOCUMENT

### 1-1 1 Définition

Les prescriptions communes complètent les C.C.T.P des différents lots, et ne peuvent, en tout état de cause, être dissociées de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

**Détails des partenaires de l'opération :**

**Maitre d'ouvrage :** Conseil d'état

1 place du Palais Royal

75100 PARIS Cedex 01

**Mandataire Architecte :** Agence Béatrice MOUTON

13 rue Chapon

75003 PARIS

Tel : 0142786741

**Bureau d'études TCE :** ME2CO

208 rue des Cordiers

71000 MACON

Tel : 0385211161

**Architecte d'exécution :** Atelier CLEA

64 rue de Longvic

21000 DIJON

Tel : 0345623704

00 - Lot N°00 PRESCRIPTIONS COMMUNES	C.C.T.P V4
Extension du tribunal administratif de Dijon 20 et 22 rue d'Assas 21000 DIJON	

## 1-2 DECOMPOSITION DES LOTS

### 1-2 1 Décomposition des macro-lots

**La dévolution du marché est réalisée en macro-lots suivant la décomposition en corps d'état suivante :**

#### ●CORPS D'ETATS N°01

- N°01 -Fondations spéciales
- N°02 -GO
- N°03 -Etanchéité
- N° 13 -VRD espaces verts

#### ●CORPS D'ETATS N°02

- N°04 -Bardage
- N°05 -Menuiserie extérieures serrurerie

#### ●CORPS D'ETATS N°03

- N°06 -Menuiserie intérieure

#### ●CORPS D'ETATS N°04

- N°07 -Plâtrerie peinture
- N°08 carrelage / faïence /
- N°09 -Sol souples

#### ●CORPS D'ETATS N°05

- N°10 -Elévateur PMR

#### ●CORPS D'ETATS N°06

- N°11 -Electricité

#### ●CORPS D'ETATS N°07

- N°12 – CVC

### 1-3 DEVOLUTION DES MARCHES

#### 1-3-1 Type de marché de travaux

##### 1-3-1 1 Lot traité global et forfaitaire

La présente opération est traitée à **PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE**. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

Chaque entrepreneur vérifiera les plans et documents graphiques ainsi que leur correspondances avec les pièces écrites du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître d'Ouvrage toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences techniques ou financières sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état. S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagne d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif ou quantitatif, pour prétendre à un supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure sur les plans.

#### 1-3-2 Attribution des marchés

##### 1-3-2 1 Marché d'entreprises macro lots

Le C.C.A.P. s'applique aux marchés des travaux traités par appel d'offres s'adressant à des entreprises répondant en **macro lots sur l'ensemble des travaux de bâtiment**.

Les entreprises titulaires des marchés assument la responsabilité de leurs travaux jusqu'à l'expiration des garanties légales. Ces entreprises participent aux dépenses communes de chantier (voir compte prorata).

**La mission de synthèse sera assurée par l'entreprise mandataire et/ou adjudicatrice de chacun des macro-lots.** La mission de synthèse inter entreprise sera assurée par l'entreprise adjudicatrice du corps d'état **GROS-OEUVRE**, pour cela il mettra également en place un tableau de synthèse regroupant l'ensemble des éléments, documents, avec VISA de tous les intervenants du chantier.

#### 1-3-3 Désignation du lot principal

##### 1-3-3 1 Désignation du lot principal

Le lot principal à qui incombera toutes les démarches administratives, le compte-prorata, les constats, les installations de chantiers y compris leur entretien et leur démontage est **LE CORPS D'ETATS N°01.**

## 1-4 OBSERVATIONS CONCERNANT LES C.C.T.P.

### 1-4-1 Etude et interprétation du C.C.T.P.

#### 1-4-1 1 Étude et lecture du CCTP

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du projet, ainsi que des clauses et prescriptions des documents contractuels d'ordre général ou particulier auxquels il est soumis.

Par le fait même de soumissionner, l'entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

Les C.C.T.P. définissent, dans toute la mesure du possible, les ouvrages à exécuter. L'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires **au complet et parfait achèvement des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, mêmes s'ils ne sont pas explicitement décrits mais qu'ils s'avèrent nécessaires par le fait que les travaux doivent être livrés totalement achevés dans les règles de l'art et conformes aux normes et réglementation en vigueur.**

Le C.C.T.P. et les documents graphiques se complètent réciproquement. L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le Maître d'Œuvre. L'entrepreneur est tenu d'informer par écrit la Maîtrise d'œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le C.C.T.P. et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du C.C.T.P. pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seront exécutés conformément aux décisions de la Maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent C.C.T.P. est formellement dû et vice-versa.

## 1-5 COTES DES DOCUMENTS GRAPHIQUES

### 1-5 1 Vérification des cotes

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents.

Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, toutes les erreurs ou omissions qui pourraient être constatées. De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés.

S'il y a lieu, la Maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la Maîtrise d'œuvre.

## 1-6 DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF)

### 1-6 1 Lecture et étude cadre de bordereau.

Un cadre de bordereau sera joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide à la remise de prix des entrepreneurs. Ce cadre de bordereau énumère les diverses unités d'œuvre employées pour le projet. L'entreprise est tenue de mettre ses propres quantités en suivant scrupuleusement ce cadre. Il est rappelé que ce document n'est pas contractuel.

## 2 Présentation de l'ouvrage

### 2-1 PRESENTATION DE L'OUVRAGE

#### 2-1 1 Présentation de l'ouvrage

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) a pour but de définir et de préciser les conditions et les règles techniques générales à respecter pour l'ensemble des travaux concernant le cadre de l'opération : "Extension du tribunal administratif de Dijon - 20 et 22 rue d'Assas - 21000 DIJON".

### 2-2 CONNAISSANCE DU SITE ET DU PROJET

#### 2-2 1 Connaissance du site et du projet

**Site occupé et en activité : Le tribunal administratif doit rester fonctionnel et accessible pendant la durée des travaux. Les entreprises devront prendre en compte ce paramètre.**

L'entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner.

Il doit proposer également, en temps utile, à la Maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation. Dans le cas où les clauses du devis descriptif différeraient aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le C.C.T.P. pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de leur offre, procédé à la reconnaissance des lieux.

L'offre de l'entreprise sera donc contractuellement réputée tenir compte, en complément des renseignements qui lui sont fournis, de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires à l'exécution des travaux.

Il doit avoir apprécié toutes les sujétions découlant de la situation du chantier et notamment :

- De la configuration, de la nature du site et de ses abords
- Des moyens de communication et de transport
- De la nature des existants et de leur état
- Des principes constructifs des existants
- Des constructions voisines
- Des locaux voisins
- Des accès matériels sur le site, des largeurs, gabarits et de l'état des voies de desserte, accès à la zone d'intervention
- Des conditions réglementées d'accès et de circulation des engins et des ouvriers sur le site
- Des possibilités de stationnement, de giration des véhicules
- Des itinéraires obligatoires qu'il doit emprunter, compte tenu des limites de charges et de gabarit, des conditions de circulation imposées sur certains cheminements
- Des lieux d'extraction et d'approvisionnement en matériaux
- Des conditions de stockage
- Des ressources en énergie et en eau
- Des lieux de décharge pour les gravats
- Des possibilités de locaux de chantier des divers réseaux existants
- Des conditions climatiques et autres données physiques
- Des interdictions de nuisance vis à vis des tiers, dans les zones en activité
- De tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution de ses travaux et sur leur coût

Aucune plus-value ne sera accordée en cas d'erreur, oubli ou négligence. En aucun cas, l'Entrepreneur ne peut prétendre à un supplément sur son prix par suite des difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou de toute autre contrainte due au terrain.



## 2-3 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

### 2-3 1 Obligations de l'entrepreneur

Toutes les mesures devront être prises par chaque entrepreneur pour garantir en permanence et dans tous les cas la sécurité des tiers et des travailleurs sur le site de l'opération.

## 2-4 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRENEUR

### 2-4 1 Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur restera toujours responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Il lui incombera de choisir les matériaux et produits les mieux adaptés aux différents critères imposés par les impératifs de chantier, dont notamment :

- Pose en intérieur ou en extérieur
- Nature et type de matériaux répondant aux impératifs de l'utilisation
- Conditions particulières rencontrées pour le chantier
- Compatibilité des matériaux entre eux

Pour les matériaux et produits proposés par le maître d'œuvre, l'entrepreneur sera contractuellement tenu de s'assurer qu'ils répondent aux différents critères ci-dessus.

## 2-5 PRISE DE POSSESSION DU SITE

### 2-5-1 Constats d'huissier

#### 2-5-1 1 Prise de possession du site

L'entrepreneur du lot principal prendra possession du chantier dans l'état où il se trouve. Des constats contradictoires seront établis sous forme de constat par huissier concernant les états des existants et les ouvrages avoisinants (mitoyens ou riverains et publics ou privés), ce suivant les directives de la Maîtrise d'œuvre et/ou du Maître d'Ouvrage.

Les frais afférents à cette procédure seront à la charge du titulaire du lot principal. Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur achèvement.

### 2-5-2 Démarches auprès des services publics

#### 2-5-2 1 Démarches auprès des services publics.

L'entrepreneur doit effectuer toutes les démarches auprès des services publics (services concessionnaires, services communaux, voirie, police, etc..) en vue de l'exécution de ses travaux (occupation de voie publique, coupure ou détournement de réseaux, etc...). Il a à sa charge tous les frais en résultant.

## 2-6 SOLIDITE DES OUVRAGES EXISTANTS

### 2-6 1 Solidité des existants et héberges

L'entrepreneur du Gros-Œuvre devra tout sondage définissant les armatures et les sections des éléments des ouvrages dans le cas où les plans de l'existant ne seraient pas suffisants pour la bonne implantation des ouvrages.



## 2-7 REALISATION DES OUVRAGES

### 2-7-1 **Obligation des résultats**

#### 2-7-1 1 **Obligation de résultat**

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document.

Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales définies dans les documents d'appel d'offre. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur.

Les plans joints au dossier marché représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les chapitres "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives.

### 3 Spécifications générales

#### 3-1 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMES

##### 3-1 1 Textes réglementaires et normes

L'entrepreneur, par le fait de soumissionner, devra se conformer aux textes suivant :

- D.T.U. : Documents Techniques Unifiés, accompagnés de leur C.C.S. (Cahiers des Clauses Spéciales)
  - Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuée
  - Les avis techniques et agréments publiés par le CSTB avec les différentes mises à jour et annexes
  - Les Normes Françaises avec ou sans estampilles
  - Le code de l'Urbanisme
  - Le code de la construction et de l'habitation
  - Ensemble des essais et attestations d'essais et de fonctionnement de l'A.Q.C. (anciens P.V. COPREC)
  - Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction
  - Le code du travail
  - Les règlements de sécurité
  - Les réglementations incendie
  - La note de sécurité
  - Les prescriptions de la santé publique
  - Le règlement sanitaire duquel relève la ville
  - Les avis des Bâtiments De France
  - Le Cahier des Clauses Administratives Générales
- La valeur de ces textes sera la date de délivrance du permis de construire.

#### 3-2 RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE DU TERRAIN

##### 3-2 1 Altimétrie

Les cotes altimétriques du terrain en son état actuel figurent sur les documents graphiques du dossier.  
L'entrepreneur sera tenu, dans un délai de 10 jours à compter de la date prescrite pour le début des travaux, de faire procéder au contrôle de ce nivellement.  
Faute d'observations écrites de l'entrepreneur à l'expiration du délai ci-dessus, le nivellement porté sur les documents du dossier sera contractuellement réputé exact.

#### 3-3 SONDAGES - ESSAIS DE SOL

##### 3-3 1 Sondages et essais de sols

Des sondages et essais de sol ont été réalisés par le bureau d'étude sous la forme d'une mission de type à la charge du maître de l'ouvrage.

Ce dossier définit les hypothèses de fondations. Si l'entrepreneur estime devoir retenir d'autres hypothèses, il le fera connaître en remettant, en variante, une offre complémentaire basée sur ces hypothèses. La solution de base devra néanmoins être obligatoirement chiffrée.

Si, lors de l'ouverture des fouilles, la nature du terrain ne correspondait pas à celle annoncée, l'entrepreneur avisera immédiatement l'équipe de conception et proposera à leur acceptation et à celle du bureau de contrôle, une solution tenant compte des nouvelles caractéristiques du terrain.

Si l'entrepreneur le juge utile, il pourra procéder, à ses frais, à toutes investigations pour connaître la nature du sol en profondeur, par pénétromètre ou autre méthode de son choix.

### 3-4 INSTALLATION DE CHANTIER

#### 3-4-1 Installation de chantier

##### 3-4-1 1 Installation de chantier

L'installation de chantier devra prévoir l'implantation sur le site de tous les ouvrages, matériels et matériaux que l'entrepreneur jugera nécessaire pour permettre, la bonne réalisation des travaux, le respect des délais et de la qualité demandée, et la bonne tenue du chantier.

L'entrepreneur titulaire du lot principal devra prendre à sa charge toutes les autorisations nécessaires à l'ouverture du chantier et de voiries liées à l'installation du chantier.

Chaque entrepreneur devra réaliser un dossier PPSPS conformément à la réglementation en vigueur et se conformer aux prescriptions du PGC établi par le coordonnateur SPS.

#### 3-4-2 Clôtures de chantier, panneaux et signalisations

##### 3-4-2 1 Clôtures, panneaux et signalisations

L'entrepreneur titulaire du lot gros œuvre devra la fourniture et la pose d'une clôture de chantier en limite avec le domaine public, en conformité avec les prescriptions des services techniques de la ville et du coordonnateur SPS.

L'entrepreneur devra assurer le maintien et l'entretien de ces barrières durant la totalité de la durée du chantier, ainsi que l'ouverture et la fermeture journalière des accès.

L'entrepreneur devra également réaliser les travaux de signalisation routière « interdit au public », « port du casque », « sortie de camions », ... suivant les prescriptions du coordonnateur SPS.

#### 3-4-3 Concessionnaires

##### 3-4-3 1 Frais de concessionnaires

Les entreprises ont pour obligation :

- de se rapprocher de tous les services intéressés et d'obtenir tous les renseignements nécessaires à l'exécution de ses travaux
- de s'astreindre à toutes vérifications et visites de ces services ou des organisations désignées par eux
- de présenter tous documents et toutes pièces justificatives réclamées
- d'obtenir tout accord utile pour les installations faisant partie de la concession ainsi que les installations intérieures
- de communiquer à la maîtrise d'œuvre toutes informations recueillies au cours de contacts et concernant soit la construction, soit l'exécution de travaux qui ne sont pas à sa charge, soit l'exploitation des installations
- d'obtenir tout certificat de conformité, de contrôle ou de vérification
- d'indiquer aux services intéressés et dans les délais réglementaires, les dates de commencement et de terminaison de chacune de ses interventions
- d'exécuter toutes démarches nécessaires auprès des services compétents pour l'obtention dans les délais impartis de la mise en service des installations
- de se procurer et compléter tout imprimé utile revêtu de la signature du Maître d'Ouvrage et ensuite remis aux services concernés

L'entrepreneur titulaire du lot principal fera son affaire des demandes, installations, déposes, etc..., de tous les branchements de chantier qui seraient nécessités par l'exécution de son contrat et celui des autres corps d'état.

### 3-5 IMPLANTATIONS - PIQUETAGES

#### 3-5-1 Implantation générale

##### 3-5-1 1 Implantation générale

L'implantation des bâtiments et le piquetage général seront réalisés par le lot GROS OEUVRE, ainsi que l'implantation des talus et des plateformes.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE a, à sa charge, les tracés d'implantation des ouvrages qui seront dressés par un géomètre expert. L'implantation générale sera matérialisée par des piquets indiquant les alignements et les niveaux.

A partir de cette implantation, l'entrepreneur du lot GROS OEUVRE effectuera les implantations de détail matérialisées par des chaises et des piquets. Il procurera aux autres corps d'état ou à la demande de la Maîtrise d'œuvre les traits, axes et repères d'implantation nécessaires. Tous ces repères doivent être protégés durant l'exécution des travaux. Les repères principaux en alignement et en niveau seront matérialisés par des plots en béton portant l'indication de repérage à la peinture. Après contrôle et approbation de la Maîtrise d'œuvre, ceux-ci seront à détruire.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE supportera les frais résultant de cette implantation (y compris honoraires du géomètre). Toutes divergences apparaissant durant l'implantation devront être signalées à la Maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur assumera la responsabilité ainsi que les conséquences de toutes erreurs d'implantation ou de nivellement, quelle qu'en soit la nature.

#### 3-5-2 Implantation de détails

##### 3-5-2 1 Implantation intérieure

Les tracés des cloisons et l'implantation des huisseries sont à la charge du lot PLÂTRERIE - PEINTURE. Les entrepreneurs sont solidairement responsables d'erreurs éventuelles. L'implantation des ouvrages des entreprises devra se faire en parfaite coordination.

#### 3-5-3 Traits de niveau

##### 3-5-3 1 Trait de niveau

Le trait de référence + 1,00 m sera réalisé par le lot GROS OEUVRE.

Le trait de niveau servant à tous les corps d'état n'est tracé sur les murs, poteaux, cloisons et enduits que par l'entreprise de GROS OEUVRE qui en assure la responsabilité. Si ce trait venait à être effacé prématurément, l'entrepreneur du lot GROS OEUVRE le tracera de nouveau et ce, autant de fois que nécessaire, à ses frais. Il sera également responsable de tous tracés défectueux et en assumera les conséquences le cas échéant.

Le trait de niveau pour les matériaux destinés à rester apparents (briques, béton, etc.) sera battu uniquement sur les huisseries ou sur des piges bois destinées à servir de repère.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE se mettra en rapport avec les entreprises concernées, afin de réserver dans les planchers les épaisseurs nécessaires à la mise en œuvre des revêtements de sols.

## 3-6 MISE EN OEUVRE DES MATERIAUX

### 3-6-1 Définition

#### 3-6-1 1 Définition

La fourniture des matériaux et leur mise en œuvre étant l'essence même de la profession d'Entrepreneur, ce dernier en est seul responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage, et est seul tenu responsable des désordres pouvant résulter de l'une ou l'autre cause ou de leur réunion, sans pouvoir se décharger au préjudice du Maître d'Ouvrage de tout ou partie de cette responsabilité.

Si la Maîtrise d'œuvre imposait, soit lors de la signature du marché, soit au cours des travaux, l'emploi d'articles ou objets de fabrication spéciale au sujet desquels l'Entrepreneur aurait formulé des réserves écrites et motivées, la responsabilité de celui-ci ne pourrait porter que sur la mise en œuvre, à l'exclusion des conséquences directes ou indirectes de l'emploi dont il s'agit.

L'Entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état et ce quelle que soit la distance. Le transport à pied d'œuvre comprend :

- Toutes manutentions, appareils de levage si nécessaire, coltinages nécessaires
- Tous emballages, protections et autres
- Toutes installations en cours de transport, de chargement et de déchargement

Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier. Les matériaux refusés par la Maîtrise d'œuvre doivent être mis de côté et signalés de façon apparente en attendant leur enlèvement du chantier. Les approvisionnements sont réalisés uniquement suivant les plages horaires à définir avec la Maîtrise d'œuvre pour la sécurité du public.

### 3-6-2 Choix des matériaux et produits de construction

3-6-2 1 Les entreprises, dans leurs propositions de matériaux ou de produits entrant dans la construction, ou nécessaires à la mise en œuvre doivent garder à l'esprit qu'un produit doit satisfaire non seulement à des qualités d'usage, mais aussi de préservation de l'environnement. **UN PRODUIT "EQUIVALENT" DU POINT DE VUE FONCTIONNEL NE L'EST PAS TOUJOURS DU POINT DE VUE DE SA DURABILITE OU DE SES CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES.** Cet aspect environnemental interviendra dans le visa que la maîtrise d'œuvre sera amenée à délivrer sur les produits mis en œuvre.

## EVALUATION DE LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DES BATIMENTS

Fourniture de la part des entreprises au Maitre d'ouvrage, des Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs, relatifs à leur lot en référence à l'application de la norme NF P01-010 et les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes à la norme ISO 14025 pour les équipements électriques : 10 produits disposant d'une FDES et idéalement au moins un produit dans chacune des familles de la base INIES, devront être sélectionnés par le maitre d'ouvrage :

- Voirie / Réseaux Divers
- Structure / Maçonnerie / Gros Œuvre / Charpente
- Façades
- Couverture / Etanchéité
- Menuiseries Intérieures et Extérieures / Fermetures
- Isolation
- Cloisonnement / Plafonds Suspendus
- Revêtements de sols et murs / Peinture / Produits de décoration
- Produits de préparation et de mise en œuvre
- Equipements Sanitaires et salle d'eau

Au moins deux équipements du génie électrique ou deux équipements du génie climatique, disposant d'un PEP (Profil Environnemental de Produit) Eco passeport devront être sélectionnés par le Maitre d'ouvrage.

## TRAITEMENT DE PRESERVATION DU BOIS

- La durabilité naturelle ou conférée du bois (normes NF EN 350-2 et NF EN 351-1) doit être adaptée à la classe d'emploi (déterminée dans la norme NF EN 335).
- En cas de traitement, ce dernier doit être réalisé par un produit biocide conforme à la directive 98/8/CE

## EMISSION DE FORMALDEHYDE DES DERIVES DE BOIS

- Les panneaux de contreplaqué doivent être de classe A selon la norme NF EN 1084
- Les panneaux de fibres et les panneaux de particules doivent être de classe E1 selon la norme NF EN 13986 et testés en fabrication selon la norme NF EN 717-1 définissant l'émission en formaldéhyde du panneau

## EMISSION DE FORMALDEHYDE ET AUTRES COMPOSES ORGANIQUES VOLATILS

### Produits mis à disposition sur le marché avant le 1er janvier 2012 :

A partir du **1er septembre 2013**, les produits de construction et de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis matériaux, sont étiquetés B au minimum.

### Produits mis à disposition sur le marché à compter du 1er janvier 2012 :

A partir du **1er janvier 2012**, les produits de construction et de revêtement de mur ou de sol et des peintures et vernis matériaux, sont étiquetés B au minimum.

3-6-2 2

## Choix des matériaux et produits de construction

Les entreprises, dans leurs propositions de matériaux ou de produits entrant dans la construction, ou nécessaires à la mise en œuvre doivent garder à l'esprit qu'un produit doit satisfaire non seulement à des qualités d'usage, mais aussi de préservation de l'environnement. **UN PRODUIT "EQUIVALENT" DU POINT DE VUE FONCTIONNEL NE L'EST PAS TOUJOURS DU POINT DE VUE DE SA DURABILITE OU DE SES CONSEQUENCES ENVIRONNEMENTALES.** Cet aspect environnemental interviendra dans le visa que la maîtrise d'œuvre sera amenée à délivrer sur les produits mis en œuvre.

Tous les produits mis en œuvre ou utilisés sur ce chantier devront être renseignés par l'entreprise, qui produira pour chacun, en outre des fiches techniques et/ou échantillons usuels :

- Une fiche de renseignement environnementale. Si elles existent, on pourra utiliser les fiches de déclaration environnementales conforme à la norme NF P 01-010. Dans la mesure du possible, on mettra en évidence la traçabilité du produit (identification de l'usine de fabrication, de l'origine des bois ou des granulats,...)
- L'identification spécifique de tout produit ou adjuvant nécessitant une fiche de données de sécurité (FDS), laquelle fiche sera également fournie

- Pour tout produit proposé dont la FDS fait apparaître un étiquetage Xn (nocif), T ou T+ (toxique) ou N (dangereux pour l'environnement), l'entreprise devra, sans attendre la demande du maître d'œuvre, faire une recherche de produits alternatifs. Un tel produit ne saurait être accepté que si l'entreprise montre qu'il n'y a pas d'alternative techniquement et économiquement viable.

On évitera en particulier la présence de métaux lourds, d'arsenic (produits de traitement du bois), de dérivés de l'éthylène-glycol.

Dès la période de préparation, chaque entreprise élabore un Cahier de Renseignement sur ses produits contenant tous les éléments ci-dessus ; Si des modifications ou compléments y sont apportés par la suite, ces nouveaux éléments doivent être soumis au visa de la maîtrise d'œuvre au moins 15 jours avant toute commande de ces produits par l'entreprise.



### 3-6-3 **Réglementations concernant les matériaux et produits**

3-6-3 1 Sauf dérogations apportées par le devis descriptif, tous les matériaux seront de première qualité et mis en œuvre suivant les règles de l'Art. L'Entrepreneur est tenu de produire, à la demande du Maître d'œuvre, toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux. Il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique ou d'une certification à la marque "NF" ou "CE". Tous les matériaux et produits concernés devront comporter une étiquette normalisée avec les indications exigées et nécessaires.

La soumission de l'Entrepreneur doit prendre en compte toutes les redevances à des brevets et il ne pourra y avoir de réclamation à ce sujet. Dans le cadre du dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O.), l'entrepreneur est tenu de transmettre au coordonnateur SPS toutes les documentations et fiches techniques des produits et matériaux mis en œuvre dans la construction de l'ouvrage. Ces documents doivent comporter les garanties, les fréquences et les méthodes d'entretien et d'intervention.

Si un traitement de préservation du bois s'avère nécessaire, le choix de l'entrepreneur se portera sur des produits biocides conformes à la directive 98/8/CE ou à un traitement n'utilisant pas de substance active (avec une procédure ATec ou ATEx). Les traitements de finition du bois devront être conformes au décret n°2006-623 du 29 mai 2006

Au cas où l'entreprise envisagerait l'utilisation de bois exotiques, elle devra avant toute commande en faire la demande express au maître d'œuvre, en précisant leur provenance.

Pour les panneaux dérivés de bois (contreplaqués, agglomérés, MDF) On privilégiera en outre les matériaux et colles à faible émission de COV, notamment les émissions de formaldéhyde.

### 3-6-4 **Matériaux de substitution**

#### 3-6-4 1 **Liste des matériaux de substitution**

Les entrepreneurs ont la possibilité de proposer à la Maîtrise d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualités au moins équivalentes à ceux énoncés dans le CCTP. Une liste de matériaux proposés doit être jointe à la proposition du soumissionnaire. Tout entrepreneur s'engage auprès de la Maîtrise d'œuvre, à proposer, en cas de nécessité, le remplacement des matériaux prévus, soit aux différentes pièces constituant ses engagements, soit aux ordres donnés par la Maîtrise d'œuvre et à faire son affaire personnelle de la fourniture de ces matériaux de remplacement.

### 3-6-5 **Matériaux défectueux**

#### 3-6-5 1 **Démolition d'ouvrages défectueux**

Tous matériaux défectueux et/ou dont la mise en œuvre ne sont pas satisfaisants pourront être refusés par la Maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à les retirer ou les démolir à ses frais dans les délais prescrits. Si ces délais ne sont pas respectés, l'ouvrage présentant des défauts sera détruit aux frais, risques et périls de l'entrepreneur. La Maîtrise d'œuvre peut conserver les matériaux ou/et les ouvrages défectueux, mais il restera seul juge de la moins-value à effectuer sur ceux-ci.



### 3-6-6 **Protection des ouvrages**

#### 3-6-6 1 **Responsabilité des dégâts**

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant.

Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties (également celles destinées à être scellées, cachées ou inaccessibles après la pose), au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation. La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre.

En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non-conformité, la Maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

### 3-6-7 **Révision et entretien des ouvrages**

#### 3-6-7 1 **Entretien des ouvrages**

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la révision complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera.

Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux. Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage suite à la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

### 3-6-8 **Contrôle**

#### 3-6-8 1 **Vérification de la qualité des matériaux**

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tous les essais "obligatoires" visés aux Cahiers des Charges du C.S.T.B ainsi que les essais imposés dans les C.C.T.P, les contrôles et essais demandés par la maîtrise d'œuvre sont dus par l'entrepreneur. A ce titre, l'entrepreneur doit tous les échantillons nécessaires, ainsi que la mise en condition et les transports des ouvrages destinés à être soumis aux essais.

D'autre part, avant la réception des travaux, l'entrepreneur devra établir les attestations d'essais de fonctionnement de l'A.Q.C. (anciens P.V. COPREC). Toutes les imperfections relevées devront être corrigées et une nouvelle série d'essais devra être effectuée jusqu'à complète satisfaction. Les attestations seront adressées par l'entrepreneur en deux exemplaires à la maîtrise d'œuvre.

### 3-7 **TOLERANCES DIMENSIONNELLES**

#### 3-7 1 **Tolérances dimensionnelles**

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les :

- Normes
- DTU / CCTG
- Règles professionnelles

L'entrepreneur devra respecter strictement ces tolérances pour leurs ouvrages. Dans le cas de dépassement de ces tolérances dimensionnelles, le maître d'œuvre pourra refuser l'ouvrage et exiger son remplacement.

## 3-8 HYGIENE ET SECURITE SUR SITE

### 3-8-1 **Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail**

#### 3-8-1 1 **Autorité du coordonnateur S.P.S.**

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. L'entrepreneur communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- Dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats
- La copie des déclarations d'accident du travail
- L'entrepreneur s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les différents intervenants

L'entrepreneur informe le coordonnateur S.P.S. :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement

L'entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre l'entrepreneur et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. l'entrepreneur vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

L'entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

### 3-8-2 **Plan d'hygiène & de sécurité**

#### 3-8-2 1 **Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)**

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.), sera remis avant le début de la période de préparation.

Chaque entrepreneur devra réaliser un dossier P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé) après l'inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S., conformément à la réglementation en vigueur et se conformer aux prescriptions du P.G.C. établi par le coordonnateur S.P.S.. Cette obligation est applicable quel que soit le rang de l'entrepreneur (entreprise générale - co-traitant - sous-traitant) qui exécute une tâche sur le chantier.

L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un P.G.C.S.P.S., ils seront tenus de le remettre au coordonnateur S.P.S..

### 3-9 COORDINATION TECHNIQUE

#### 3-9-1 Organisation du chantier

##### 3-9-1 1 Organisation du chantier

Tout entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur le chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état,

Le stockage sur chantier comprend les installations nécessaires, les protections en cours du chantier, le nettoyage des magasins de chantier avec enlèvement des emballages et déchets aux décharges.

L'entrepreneur reste responsable de toutes dégradations et détournements de ses approvisionnements.

En cas de gêne à la réalisation des ouvrages, le stockage des matériaux doit être évacué par l'entrepreneur sur simple injonction de la Maîtrise d'œuvre. En cas de non-respect de cette injonction, le Maître d'Ouvrage pourra trente jours suivant la mise en demeure, procéder à l'enlèvement des matériaux entreposés dans les locaux, sans poursuites, réclamations ou contestations de la part de l'entrepreneur et à ses frais exclusifs. Aucune indemnité ne sera allouée à l'entreprise pour les déménagements.

L'entrepreneur du lot principal a, à sa charge, l'établissement du plan d'organisation du chantier. Ce plan est établi en accord avec les différentes entreprises et comportera :

- Les dispositions d'accès, de voiries provisoires, parkings, etc...,
- Les emplacements des engins de levage, bétonnières, aires de coffrage et de ferrailage, dépôts de matériaux, de gravois,
- Les emplacements des magasins, cantines et bureaux ainsi que tous les locaux d'hygiène,
- Les emplacements de stockage de terre

Ce plan est soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre et signé par toutes les entreprises.

#### 3-9-2 Trous et réservations

##### 3-9-2 1 Trous et scellements

Tous les trous, scellements, calfeutrements, raccords et feuillures sont dus et exécutés pour une parfaite réalisation des ouvrages prévus. Les entrepreneurs ont à leur charge les réservations dans leurs ouvrages concernant les autres prestations. Il leur appartient de se soucier en temps utile des plans de réservations des autres corps d'état dits "techniques". Les percements à réaliser dans l'existant sont à la charge des lots techniques concernés, compris les rebouchages et les calfeutrements par du matériau de résistance au feu suffisante.

En cas de détérioration des ouvrages dits "finis", les réfections seront effectuées par l'entrepreneur ayant réalisé l'ouvrage correspondant, aux frais de l'entreprise en faute.

Les trous non réservés dans le béton, faute de spécifications formulées en temps utile, seront exécutés par le lot GROS OEUVRE, mais à la charge des entreprises défaillantes. Tous percements après coup jugés dangereux pour l'ouvrage pourront être refusés par la Maîtrise d'Œuvre. L'entreprise défaillante prendra toutes les dispositions nécessaires et supportera toutes les conséquences du refus à l'aboutissement d'une solution acceptée par la Maîtrise d'Œuvre.

Les bouchements des trémies et des réservations dans les planchers et les voiles seront à la charge de l'entreprise GROS OEUVRE, sauf les gaines d'électricité qui seront rebouchées par le lot ELECTRICITE. L'exécution des bouchements permettra d'obtenir les degrés de résistance au feu exigés.

Dans la mesure où les schémas d'implantation lui auront été remis en temps opportun par les entrepreneurs du second œuvre, le lot GROS-OEUVRE aura à sa charge l'incorporation dans les bétons et les maçonneries, de tous les éléments tels que fourreaux, taquets, tasseaux, fourrures, etc..., pouvant être exécutés lors de ses ouvrages. Cette pose sera effectuée sous le contrôle des entreprises de second œuvre.

### 3-9-3 **Conditions d'exécution**

#### 3-9-3 1 **Coordination propre à l'entreprise**

L'entrepreneur coordonnera toutes les actions et assurera toutes les mises au point nécessaires à l'harmonisation et à la perfection de ses ouvrages. Il recherchera toutes indications qui lui sont utiles à l'adaptation de ses ouvrages et de ses fournitures. Les conditions imposées à l'entrepreneur devront être respectées, notamment les prévisions d'exécution, les impératifs de fourniture et de mise en œuvre. Toute insuffisance à ces dispositions sera supportée financièrement par l'entrepreneur.

### 3-9-4 **Mission de contrôle technique**

#### 3-9-4 1 **Bureau de contrôle**

Le Maître d'Ouvrage nomme un bureau de contrôle technique ayant pour mission de contribuer à la prévention des différents aléas techniques susceptibles d'être rencontrés dans la réalisation des ouvrages. Les entrepreneurs sont tenus de se soumettre à toutes vérifications, examens et essais que le bureau de contrôle jugera nécessaire.

### 3-10 **FRAIS INTER-ENTREPRISES**

#### 3-10-1 **Compte prorata**

#### 3-10-1 1 **Compte prorata**

##### **Chaque entrepreneur devra se référer aux prescriptions du C.C.A.P. de l'opération.**

En l'absence de précision sur le C.C.A.P. de l'opération, les dépenses imputées sur le compte Prorata sont les suivantes :

- Les frais de tenue et de gestion du compte
- Les frais de location, de consommables, de nettoyage, et d'entretien des installations de chantier pendant toute la durée TCE du chantier (sanitaires, vestiaires, réfectoires, salle de réunion, installations électriques, clôture de chantier)
- Les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone durant la durée TCE du chantier
- Les frais de remise en état des installations et ouvrages endommagés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mise à la disposition commune
- Les charges temporaires de voirie et de police (occupation, entretien et réparation de la voie publique)
- Les frais de mise en place, de gestion et d'évacuation aux décharges des bennes à gravats (y compris frais de déchetterie)
- Les frais de gardiennage
- Les frais de panneau de chantier
- Les frais de déplacement, d'entretien et de remaniement des clôtures de chantier
- Les frais de nettoyage de chantier lorsque les entreprises n'ont pas procédé de manière correcte à leur propre nettoyage
- Les frais de nettoyage général avant réception

Le compte Prorata sera approvisionné par des retenues sur situations de travaux et régularisé au réel en fin de chantier. Les dépenses seront comptées au plus juste sur la base du prix de revient brut à l'exclusion de tout bénéfice.

Le compte prorata sera géré par l'entreprise de **GROS ŒUVRE**

### 3-10-2 **Nettoyage de chantier**

#### 3-10-2 1 **Mise à disposition de bennes à gravais.**

Mise à disposition pour tous les corps d'état de bennes à gravais avec éventuellement tri pré-sélectif (cartons, minéraux, métaux, plastiques, peintures, etc.). Évacuation suivant rythme des travaux,. Emplacement dans l'enceinte de la zone chantier, tout remplissage sauvage étant de la responsabilité de l'entreprise responsable. bennes gérées par le lot GROS-OEUVRE et au frais du compte prorata.

### 3-11 **LIVRAISON DES OUVRAGES**

#### 3-11-1 **Réception des supports**

##### 3-11-1 1 **Réception des supports**

Les D.T.U. précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc..., des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le support d'une prestation d'une autre entreprise, l'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seraient à la charge de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

#### 3-11-2 **Réception des ouvrages**

##### 3-11-2 1 **Réception des ouvrages**

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique et un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le Maître d'Ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

#### 3-11-3 **Contrôles, vérifications, réceptions**

##### 3-11-3 1 **Contrôles, vérifications, réceptions**

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'AFNOR. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux CCTP correspondants et aux échantillons agréés. L'entrepreneur fournira également les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques, un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP. Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront être en cours de validité.

### 3-11-4 **Nettoyage**

#### 3-11-4 1 **Nettoyage du chantier**

Chaque Entrepreneur est tenu de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravais et déchets au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées. Dans le cas où des rappels verbaux resteraient sans effet, la Maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure avec accusé de réception, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais de l'Entrepreneur concerné. L'enlèvement des gravais se fera avec les protections nécessaires vis-à-vis du public.

Les nettoyages, durant le cours des travaux, sont exécutés par chaque entrepreneur concerné, autant de fois qu'il est nécessaire ou sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre. Tous matériaux ou matériels abandonnés par les Entrepreneurs sur le chantier en dehors des points et des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravais. Les Entrepreneurs ne pourront déposer aucune plainte, ni demander aucune indemnité du fait de l'enlèvement de ces matériels et matériaux abandonnés et enlevés par des équipes de nettoyage.

L'Entrepreneur du lot principal doit prendre toutes les précautions pour éviter de salir les voiries et abords du chantier. Il doit exécuter le nettoyage journalier de ces voiries et abords ainsi que les réparations de toutes les dégradations causées aux ouvrages de la voie publique pendant la durée du chantier. Les frais en résultant sont à sa charge.

Après exécution de ses travaux, l'Entrepreneur doit le nettoyage de ses ouvrages ainsi que l'enlèvement de toutes les projections provenant de ceux-ci. Ces nettoyages sont effectués au moyen de produits appropriés de manière à ne pas altérer les ouvrages. Chaque entrepreneur a à sa charge la démolition et l'enlèvement de ses protections provisoires, et ce à une date la plus proche possible de la réception. L'entrepreneur du lot principal doit déposer les installations de chantier sur simple demande de la Maîtrise d'œuvre.

## 3-12 ETABLISSEMENT DE PLANS ET ETUDES D'EXECUTIONS

### 3-12-1 **Etudes d'exécution**

#### 3-12-1 1 **BASE**

La maîtrise d'œuvre est titulaire d'une mission de BASE au sens de la loi MOP.

Elle définit les principes fonctionnels et structurels des ouvrages, les plans d'exécution sont à la charge de l'entrepreneur. L'entrepreneur établit à ses frais tous les plans des ouvrages y compris les plans dits d'atelier et de chantier (façonnage et fabrication) avec les nomenclatures correspondantes, les notes de calculs, les détails et épures, les caractéristiques des matériels proposés, tous documents indispensables à la parfaite définition et exécution des ouvrages et à la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des ouvrages impliqués.

Si plusieurs entreprises sont appelées à concourir à un même ouvrage, chacune desdites entreprises sera tenue de suivre l'ensemble des travaux et de s'entendre entre elles sur leur communauté pour l'établissement de plans à soumettre à la maîtrise d'œuvre pour accord. Ces documents seront soumis à la maîtrise d'œuvre au moins vingt jours avant mise en exécution, afin de permettre de les contrôler et de les rectifier, mais ne pourront en aucune façon modifier l'architecture du projet.

Ces documents seront dressés à un temps suffisant pour ne pas retarder le déroulement des travaux et soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre et du bureau de contrôle auxquels il les diffusera gratuitement. La maîtrise d'œuvre se réserve le droit de demander à l'entreprise toutes les justifications complémentaires ainsi que toutes rectifications ou modifications sur le dossier d'exécution soumis à l'acceptation dans le cas de non-conformité au projet architectural.

L'entrepreneur ne pourra arguer de ces rectifications ou modifications pour motiver un retard dans l'exécution des ouvrages et se conformera aux rectifications que la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle jugeront utile d'apporter à ces dessins et en tenir compte dans l'exécution des ouvrages.

Le nombre d'exemplaires des documents à fournir est indiqué par la Maîtrise d'œuvre dès l'ouverture du chantier. Après acceptation de la Maîtrise d'œuvre, l'entrepreneur doit réaliser des exemplaires en nombre suffisant pour les transmettre aux différentes entreprises sous sa propre responsabilité. L'entrepreneur de Gros-Œuvre devra fournir à tous les corps d'état concernés, des contre-calques pour reports des réservations, trous, taquets, percements, etc...

La vérification des plans par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle ne saurait en rien diminuer la responsabilité de l'entrepreneur.



### 3-13 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE

#### 3-13-1 **Dossier d'exécution (EXE)**

##### 3-13-1 1 **Contenu du dossier d'exécution**

L'entrepreneur devra établir son dossier d'exécution qui comprend les documents suivants :

- Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage
- Les plans d'exécution (P.E.O. + P.A.C.)
- Les notes de calculs justificatives permettant d'obtenir l'avis favorable du bureau de contrôle
- Les procédures de fabrication, de montage
- Les procès-verbaux d'essais d'étude et d'agrément
- Les fiches techniques et C.C.P.U. des matériaux utilisés
- Les fiches techniques définissant les revêtements de surface des métaux et leurs procédures d'application
- La description des techniques particulières, hors normes, mises en œuvre pour respecter le Cahier des Charges

Ce dossier est accompagné des échantillons requis.

Les documents d'exécution doivent être établis et avoir été visés, préalablement à l'exécution.

Après la signature du présent marché, l'Entrepreneur soumet à la Maîtrise d'Œuvre, pour approbation, la liste des documents d'exécution et le calendrier de production de ces documents. Ce calendrier est compatible avec le calendrier d'exécution et tient compte des temps d'approbation et des éventuels allers-retours.

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Œuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage.

L'Entrepreneur doit remettre le dossier d'exécution à la Maîtrise d'Œuvre. Ce dossier peut être remis par étapes, suivant un calendrier approuvé au préalable par la Maîtrise d'Œuvre à la condition qu'à chaque étape, les plans présentés soient cohérents et accompagnés des calculs et pièces justificatives correspondants.

L'Entrepreneur effectue en outre l'ensemble des analyses des phases de montage. L'Entrepreneur modifie, à sa charge, les points de la note de calculs qui font l'objet d'une objection de la part de la Maîtrise d'Œuvre (objection d'ordre technique ou pour non-respect de l'esprit de la conception initiale).



### 3-13-2 **Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.)**

#### 3-13-2 1 **Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E)**

Dès que les travaux seront terminés et réceptionnés, l'entreprise remettra au maître d'œuvre son D.O.E : Dossier des Ouvrages Exécutés, en 3 exemplaires "papier" + 1 C.D ou clé USB au choix du Maître d'Oeuvre. Ce document doit comprendre les éléments suivants :

- Les notes de calcul, plans et schémas actualisés,
- Les plans de montages et de chantier,
- Les procès-verbaux de classification et de certification,
- Les fiches techniques des matériaux et produits utilisés,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des installations et équipements en langue française,
- L'ensemble des essais et Attestations d'essais de fonctionnement de l'A.Q.C. (anciens P.V. COPREC),
- Les bordereaux d'approbation du bureau de contrôle,
- La liste des matériels et équipements y compris coordonnées des fournisseurs,
- Les certificats de conformité,
- Les certificats de garantie.

A la réception des travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant prend en charge la conduite, la maintenance et l'entretien des installations. Il appartient à l'installateur d'informer l'utilisateur sur le fonctionnement de l'installation, sur sa conduite et sur les travaux de maintenance et d'entretien qui sont un gage de pérennité des ouvrages.

L'information verbale de l'utilisateur sur le site pendant la durée nécessaire devra s'appuyer sur les documents écrits ou graphiques.

### 3-13-3 **Dossier d'interventions ultérieures sur des ouvrages (D.I.U.O.)**

#### 3-13-3 1 **D.I.U.O. (Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages)**

Le D.I.U.O. (Dossier d'Interventions Ultérieures sur les Ouvrages) comprenant la notice de fonctionnement et la notice d'entretien.

La notice de fonctionnement expliquera en termes simples et concis la procédure de mise en service, de fonctionnement et de mise à l'arrêt des installations. Elle décrira la fonction des organes principaux, la fonction et l'action des organes de régulation, de sécurité, etc.

La notice d'entretien décrira les travaux de maintenance et d'entretien sur chacun des organes des installations ainsi que leur fréquence. Cette notice rédigée par l'installateur sera présentée sur un document unique sous forme de tableau (les notices d'entretien des fabricants des différents équipements, même regroupés, étant généralement trop compliquées à exploiter).

Cette notice devra notamment expliquer clairement les précautions à prendre en matière de sécurité lors des travaux d'entretien.